

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

SESSION de décembre 2011

Contribution de la Région Bretagne au 6^e Forum mondial de l'eau

Anne CAMUS, groupe Bretagne Écologie

Monsieur le Président, mes chers collègues,

D'ici à 2025, 1,8 milliards de personnes vivront dans des pays ou des régions confrontés à une grave pénurie d'eau et les deux tiers de la population mondiale vivront dans des conditions de stress hydrique. C'est ce qu'indiquait déjà la FAO en 2007.

L'utilisation de l'eau a augmenté deux fois plus rapidement que la croissance de la population au cours du dernier siècle, faisant de la gestion durable, efficiente et équitable des ressources en eau un défi majeur pour l'avenir.

En Bretagne, les impacts environnementaux engendrés par l'activité humaine et plus particulièrement par le modèle agricole sont aujourd'hui autant d'obstacles pour atteindre le bon état écologique des eaux fixé par les directives européennes.

Face à cet enjeu fondamental de la qualité de l'eau, en juin 2011, la Région a adopté un nouveau cadre d'intervention reposant sur la mise en œuvre de plans opérationnels de gestion intégrée de ressources en eau. Au nom du groupe Bretagne Ecologie, j'avais eu l'occasion de dire à l'époque que l'action de la Région dans le domaine de l'eau est volontariste et se construit dans l'intérêt des Bretonnes et des Bretons et qu'elle nous autorise des exigences dans les objectifs à atteindre.

Monsieur le Président, il me paraît tout à fait légitime que la Bretagne profite du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau pour promouvoir l'engagement de ses collectivités territoriales.

Nous pouvons en effet être fiers des volontés de mise en œuvre des projets opérationnels de gestion intégrée et durable de l'eau. Nous pouvons mettre en avant l'innovation que représente la création du CRESEB. Nous pouvons aussi valoriser la dynamique régionale de lutte contre l'utilisation des pesticides. L'ensemble de cette politique nous conduit naturellement à signer le Pacte d'Istanbul pour l'Eau et encourager les collectivités locales bretonnes à faire de même.

Cependant, au regard du contexte international que j'ai évoqué en préambule de mon intervention et des enjeux stratégiques qui pèsent lourdement sur les questions d'accès à l'eau, je pense que la Région doit également envisager sa participation au Forum International de l'Eau dans une position d'écoute et de solidarité.

Ecoute des 80 ONG internationales regroupées au sein de la coalition « l'effet papillon » et qui demandent que ce Forum soit aussi un temps fort de mobilisation de tous les acteurs politiques à tous les niveaux pour porter la cause de l'eau et de l'assainissement avec une attention particulière pour les populations démunies. Cette mobilisation doit impérativement aboutir d'une part, à inscrire la question de l'eau comme axe prioritaire du Sommet RIO+20 et d'autre part, à prendre des engagements permettant d'aller au delà de ceux des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Ecoute du mouvement citoyen qui s'exprime au travers du Forum Alternatif Mondial de l'eau et revendique la reconnaissance de l'Eau comme un bien commun de l'Humanité, vital pour tous les êtres vivants, et non une marchandise.

Madame Danielle Mitterrand, dont la Fondation France Liberté est l'un des principaux organisateurs du Forum Alternatif, avait fait de l'accès à l'eau l'un de ses derniers combats, à travers la campagne « Porteurs d'eau ».

C'est ainsi qu'elle déclarait :

« J'ai eu la chance de voir des situations changer, nous avons même gagné certains de nos combats. Mais une trop grande partie de l'humanité reste au bord du chemin, et subit de plein fouet les folies de notre système. Le changement climatique en est un exemple : une fois de plus ce sont les plus pauvres, les plus vulnérables qui seront les premiers à payer pour notre "mal-développement". »
Monsieur le Président, ne serait-ce pas rendre un bel hommage à Danielle Mitterrand de vous faire également « Porteur d'Eau » à l'occasion de ce prochain Forum Mondial de l'Eau ?

Je vous remercie.